

## NUCLÉAIRE IRANIEN

## Tel-Aviv et les autres

Néanmoins, cet accord, aussi important soit-il, demeure un accord-cadre qui ne règle pas la problématique nucléaire mais fixe des paramètres à une action ultérieure, une sorte de feuille de route pour un accord final, «un rayon de lumière sur un Moyen-Orient en pleine désagrégation, un pas en avant pour l'Iran et l'Occident»<sup>(7)</sup>, malgré le scepticisme de certains, dont les Israéliens. Pour les Iraniens, c'est une victoire et Muhammad Javad Zarif a pris le soin de déclarer : «Aucun site nucléaire ne sera fermé, car le peuple fier d'Iran ne l'aurait accepté.»<sup>(8)</sup> Histoire de rassurer les conservateurs.

Même si l'Administration américaine semble convaincue que «s'il est finalisé et mis en œuvre (l'accord) privera l'Iran de tous les moyens d'accès aux matériaux nécessaires pour avoir l'arme nucléaire et donnera à la communauté internationale la confiance dont elle a besoin pour être certaine que le programme atomique de l'Iran est uniquement pacifique»<sup>(9)</sup>, l'accord du 2 avril n'a pas engendré que des satisfais. Les pro comme les anti se recrutent dans les deux camps et en dehors. Son aboutissement est non seulement le fruit de négociations marathoniennes des délégations, mais surtout la conséquence de l'engagement personnel de personnalités politiques de poids, à savoir le président Barack Obama et son secrétaire d'Etat, John Kerry, et le président Hassan Rohani et son ministre des Affaires étrangères, Muhammad Javad Zarif. Obtenu à l'arraché, l'accord est l'objet d'in-



Hassan Rohani.

cier avec les Palestiniens. Il a cédé trop tôt et trop facilement aux extrémistes qui dirigent Israël. Et il l'a fait, préférant investir ses efforts là où il pouvait réussir, dans le dossier nucléaire iranien, objet de toutes les polémiques.

A cet égard, on révèle dans le proche entourage d'Obama qu'il a passé plus de temps avec le dossier nucléaire iranien considéré comme une «menace sécuritaire majeure» qu'avec un autre dossier de politique extérieure, à l'exception de l'Afghanistan et le terrorisme. Mais dans un accord, il faut être au moins deux. Dans ce cas, face à Obama, il y a Rohani. Le président Rohani n'est ni un nou-



Barack Obama.

notamment les Etats-Unis, et rassurer un environnement sunnite méfiant à l'égard de «l'expansionnisme iranien». C'est pour cela qu'il se veut rassurant avec ses compatriotes lorsqu'il déclare : «Nous ne signerons aucun accord (final) à moins que toutes les sanctions économiques ne soient levées le jour même de l'entrée en vigueur (de l'accord).» Cette dernière pouvant durer des mois, voire une année, Rohani nuance ainsi le délai (point d'achoppement avec les Occidentaux) par rapport à Khamenei qui avait déclaré, au lendemain de la signature de l'accord de Lausanne, que «toutes les sanctions doivent être levées le jour même de la signature de l'accord», ajoutant que «les sites militaires seront interdits aux inspecteurs étrangers (autre exigence occidentale qui sera examinée avant tout accord définitif)»<sup>(13)</sup>. Et pourtant, Javad Zarif prend le soin de rappeler que l'accord «contient une référence claire selon laquelle l'enrichissement va continuer». «C'est notre droit», a-t-il rappelé.

Contrairement à la liesse populaire qui avait envahi les rues des villes iraniennes saluant l'événement comme un jour de libération nationale, la presse conservatrice s'est étalée dans ses critiques de l'accord. Le quotidien conservateur *Kahyan* a ironisé à ce sujet en écrivant : «Le gagnant-gagnant a fonctionné. Le nucléaire s'en va et les sanctions restent !» Un étudiant conservateur écrit sur Facebook : «Il nous reste des centrifugeuses juste pour faire du jus de carotte !» Même l'opposition en exil y met son grain de sel, à l'image de son chef, Reza Cyrus Pahlavi, le fils du chah, qui déclare : «Le régime cherche à gagner du temps pour faire de sa capacité nucléaire un fait accompli.»<sup>(14)</sup>



Benjamin Netanyahu.

Au Parlement où Rohani rencontre la plus sérieuse opposition, le «Mouvement des inquiets», des ultraconservateurs, a repris son travail de sape. Mais tant que Rohani a le soutien du guide suprême, il peut continuer son travail sans crainte. Le guide a opté pour la prudence. Il n'a ni salué ni rejeté l'accord déclarant qu'il est trop tôt pour se prononcer. Mais il a réussi à calmer les ardeurs déstabilisatrices des ultras et Rohani s'attelle, de son côté, à calmer celles des partisans des droits de l'Homme et des libertés politiques. Les réformateurs devront patienter jusqu'aux législatives de 2016 pour espérer conquérir davantage de réformes et de libertés.

L'opposant le plus redoutable à l'accord reste Israël : c'est un secret de Polichinelle d'affirmer qu'Israël dispose de l'arme nucléaire depuis 1954. Cette «réalisation» est le fruit de la coopération avec la France, relayée ensuite par les Etats-Unis. Les dirigeants israéliens ont beau nier cette évidence, il est de notoriété publique que ce pays dispose d'un arsenal d'au moins 200 têtes nucléaires<sup>(15)</sup>. De plus, Israël est l'un des pays, avec l'Inde et le Pakistan, à posséder l'arme nucléaire sans être signataire du TNP, traité datant de 1968, entré en vigueur le 5 mars 1970.

La Corée du Nord l'a quitté le 10 janvier 2003. Donc, les dispositions du TNP ne peuvent s'imposer à Israël, notamment l'article III qui charge l'AIEA (créée en 1956) de contrôler l'usage pacifique des matières nucléaires.

M. Z.  
(A suivre)

**Contrairement à la liesse populaire qui avait envahi les rues des villes iraniennes saluant l'événement comme un jour de libération nationale, la presse conservatrice s'est étalée dans ses critiques de l'accord. Le quotidien conservateur Kahyan a ironisé à ce sujet en écrivant : «Le gagnant-gagnant a fonctionné. Le nucléaire s'en va et les sanctions restent !»**

tenses critiques des républicains et d'Israël. Depuis qu'ils ont acquis la majorité dans les deux Chambres du Congrès en janvier 2015, les républicains, comme les dirigeants israéliens, laissent libre cours à leur haine de l'Iran. Le président de la Chambre des représentants, John A. Boehner, s'est dit «inquiet des efforts du régime iranien à fomenter la déstabilisation augmentant ainsi la violence et la terreur», ajoutant : «Il serait naïf de croire que le régime iranien n'utilisera pas son programme nucléaire et la levée des sanctions pour déstabiliser davantage la région.»<sup>(10)</sup> Les républicains menacent de rejeter tout «mauvais accord» en refusant la levée des sanctions et de défier le veto présidentiel. Pire, avant cela, le 3 mars 2015, ils ont invité le Premier ministre israélien, l'extrémiste Netanyahu, à fouler aux pieds les usages protocolaires internationaux, en prononçant un discours au Congrès axé sur le rejet de tout accord sur le nucléaire avec l'Iran.

Le président Obama semble avoir trouvé en l'accord de Lausanne une occasion de prouver la constance de la stratégie exprimée avant même son élection : celle de la main tendue aux adversaires de l'Amérique, pour les emmener dans son giron, par la négociation et non la guerre. Il reste le Président qui a sorti son pays des borborygmes afghan et irakien, ouvert les canaux du dialogue avec l'Iran, Cuba, Myanmar et le monde musulman (discours du Caire), entraîné la Chine dans le processus de lutte contre le réchauffement climatique..., au point où certains estiment qu'il vient de mériter son prix Nobel, obtenu un peu tôt, en 2009<sup>(11)</sup>. Mais s'il a échoué, à ce jour, à ramener les leaders sionistes à la table des négociations avec les Palestiniens, ce n'est pas faute d'avoir essayé. Le lobby juif mondial est, actuellement, plus fort que n'importe quel chef d'Etat dans le monde, même américain. Cependant, pour l'opinion publique arabo-musulmane et surtout palestinienne, le président ne donne pas l'impression d'avoir mis tout le poids de son pays et de ses alliés pour contraindre Tel-Aviv à se conformer à la légalité internationale et négocier

avec les Palestiniens. Il a cédé trop tôt et trop facilement aux extrémistes qui dirigent Israël. Et il l'a fait, préférant investir ses efforts là où il pouvait réussir, dans le dossier nucléaire iranien, objet de toutes les polémiques.

A cet égard, on révèle dans le proche entourage d'Obama qu'il a passé plus de temps avec le dossier nucléaire iranien considéré comme une «menace sécuritaire majeure» qu'avec un autre dossier de politique extérieure, à l'exception de l'Afghanistan et le terrorisme. Mais dans un accord, il faut être au moins deux. Dans ce cas, face à Obama, il y a Rohani. Le président Rohani n'est ni un nouveau venu sur la scène politique iranienne ni un néophyte de la question nucléaire de son pays. Fervent partisan de la Révolution et de l'imam Khomeiny, il a combattu très tôt le régime impérial et a été emprisonné. Il a exercé différentes fonctions au sein du leadership iranien dont celui de président du Conseil national de sécurité entre 1989 et 2005, âgé alors d'à peine 40 ans. Proche de l'ayatollah Ali Khamenei, il est aussi connu pour sa modération, son ouverture d'esprit et sa disponibilité au dialogue avec l'Occident pour mettre fin à l'isolement international de son pays. Ce juriste, proche de Hashemi Rafsandjani, avait soutenu les manifestations des modérés du «Mouvement vert», en juin 2009, contre la réélection d'Ahmadinadjad.

C'est aussi un habitué du dossier nucléaire ayant mené la délégation de son pays aux négociations de 2003 à 2005. D'ailleurs c'est durant cette période que l'Iran avait annoncé, pour la première fois, suspendre son programme nucléaire. Mais considérant le système politique iranien actuel, force est de croire que les questions politiques aussi importantes et sensibles que le nucléaire relèvent d'abord et directement du guide suprême de la Révolution, l'imam Khamenei<sup>(12)</sup>.

L'entente actuelle entre les deux leaders et d'autres facteurs comme le poids des sanctions économiques sur le quotidien des Iraniens ont permis à Rohani de faire, à travers son ministre des Affaires étrangères, des concessions à peine concevables auparavant. Son élection avec 50,68% le 15 juin 2013 a marqué le retour au pouvoir du courant politique modéré et du mouvement réformateur dans la société civile qui caresse l'espoir de voir la situation économique s'améliorer par la levée des sanctions dures qui frappent le pays et la question des droits de l'Homme et des libertés connaître de nouvelles perspectives. Mais comme Obama qui doit faire de la «résistance» au Congrès, Rohani doit composer avec un Parlement conservateur largement hostile à tout rapprochement avec l'Occident,

## Bibliographie/ Web graphie

- 1- [http://fr.wikipedia.org/Programme nucléaire civil iranien](http://fr.wikipedia.org/Programme_nucléaire_civil_iranien).
- 2- «An imperfect nuclear deal will help keep an uneasy peace» contribution par R. Nicholas Burns, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (2005-2008), professeur au Harvard's Kennedy School in *Financial Times* du 4 avril 2015.
- 3- «Négociations finales sur le nucléaire iranien à l'ONU» par Yves-Michel Riols in *Le Monde* du 19.09.2014.
- 4- «Enrichment, sanctions and inspections: a breakdown of the accord» par Geoffrey Dyer in *Financial Times* du 4 avril 2015.
- 5- «Obama's lone furrow on Iran promises to yield high point of presidency» par Geoffrey Dyer in *Financial Times* du 4 avril 2015.
- 6-11- «With Iran gamble, Obama faces a moment of truth» par Peter Baker in *Financial Times* du 4 avril 2015.
- 7-31- «A good deal with Iran» contribution par William J. Burns, ancien sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères (2011-2014), président du Carnegie Endowment for International Peace, in *International New York Times* des 4 et 5 avril 2015.
- 8- «Neuf jours de pourparlers intenses et chaotiques» par Yves-Michel Riols in *Le Monde* du 4 avril 2015.
- 9- «Kerry optimiste sur un accord final» in <http://fr.news.yahoo.com> Déclaration du secrétaire d'Etat à la tribune des Nations unies à l'occasion de la Conférence d'évaluation du TNP en cours à New York, présidée par l'Algérie.
- 10- «Faut-il avoir peur de l'Iran ? Vue des Etats-Unis, la revue de la presse - La main tendue d'Obama du *New York Times*» in *Courrier International* du 9 au 15 avril 2015.
- 12- «Hassan Rohani : un religieux modéré partisan d'une détente avec l'Occident» par Georges Malbrunnot, publié le 15 juin 2013 in <http://www.lefigaro.fr/international>.
- 13- «Ayatollah puts caveats on signing nuclear deal» par Thomas Erdbrink in *International New York Times* du 10 avril 2015.
- 14- «Le régime est une source de déstabilisation», de Reza Pahlavi, président du Conseil iranien pour les élections libres, une coalition de partis d'opposition de divers horizons politiques, créée en avril 2003. Déclaration faite au *Monde* du 7 octobre 2014.
- 15- «L'évolution du programme nucléaire israélien depuis 1953» in *Le Monde* du 8 août 2011 <http://www.lemonde.fr/iran>.